

ACTION URGENTE

UN MILITANT A DISPARU DEPUIS PLUS D'UN MOIS

Le militant Franklin Mowha, président de l'ONG Frontline Fighters for Citizens Interests (FFCI), a disparu le 6 août au cours d'une mission dans la région du Sud-Ouest, au Cameroun. Ses amis et sa famille sont sans nouvelles depuis lors. Ils craignent qu'il n'ait été embarqué lors d'un des raids fréquents que l'armée effectue dans la région et qu'il n'ait été victime d'une disparition forcée.

Franklin Mowha, militant camerounais, préside l'ONG Frontline Fighters for Citizen Interests (FFCI), dont le siège se trouve à Bamenda, dans la région du Nord-Ouest. Le 6 août, il a quitté Douala, la capitale économique du pays, pour se rendre en mission à Kumba, dans la région du Sud-Ouest. Il travaillait sur les cas de déplacement interne et l'absence d'accès à la justice pour les victimes de violations des droits humains à Kumba, en raison des combats opposant l'armée aux séparatistes armés.

Sa famille et ses amis n'ont eu aucune nouvelle de lui depuis le jour où il est parti pour Kumba. Ils l'ont cherché, en vain. Le 4 septembre, la famille a déposé une plainte auprès du bureau du procureur de Kumba pour déclarer sa disparition. Ils craignent qu'il n'ait été arrêté dans le cadre d'opérations militaires menées dans la région et soumis à une disparition forcée.

Depuis fin 2016, les régions anglophones du Cameroun sont prises dans la tourmente et les violences, et la situation a dégénéré en une crise des droits humains. Au cours des opérations militaires menées dans ces régions, les forces de sécurité camerounaises se sont livrées à de nombreuses violations des droits humains, dont des homicides illégaux, la destruction d'habitations, les arrestations arbitraires et la torture. En outre, les groupes armés séparatistes qui réclament la sécession des régions anglophones du reste du Cameroun et ont choisi la lutte armée procèdent à de violentes attaques contre les forces de sécurité et les emblèmes de l'État camerounais, notamment les écoles, et contre les citoyens ordinaires.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS, en français, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités camerounaises de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, efficace et transparente sur le sort réservé à Franklin Mowha et le lieu où il se trouve, et de tenir informée sa famille, sans attendre ;
- demandez-leur de mettre immédiatement fin aux détentions secrètes et à la torture, et de respecter les droits humains dans les régions anglophones.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 OCTOBRE 2018 À :

Président de la République

His Excellency Paul Biya
Présidence de la République
Cabinet Civil
Cellule de Communication
Yaoundé, Cameroun
Twitter : @PR_Paul_BIYA
Courriel : cellcom@prc.cm

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Président,**

Ministre de la Justice

Laurent Easo
Ministry of Justice
BP 466
Yaoundé, Cameroun
**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Président,**

Copies à :

Ministre de la Défense
Joseph Beti Assomo
Ministre de la Défense
Courriel : contact@mindef-online.cm

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Cameroun dans votre pays (adresses à insérer) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT A DISPARU DEPUIS PLUS D'UN MOIS COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les régions anglophones du Cameroun, à savoir le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, représentent environ 20 % de la population du pays. La population anglophone a de nombreuses revendications qui remontent au début des années 1960, période à laquelle elle a été intégrée à la République du Cameroun récemment fondée, à majorité francophone.

Fin 2016, les violences et les émeutes se sont intensifiées, à la suite d'une série de grèves et de manifestations organisées principalement par des enseignants, des avocats et des étudiants contre ce qu'ils considéraient comme de nouvelles discriminations à l'égard des régions anglophones. Du 22 septembre au 1^{er} octobre 2017, des manifestations d'ampleur ont été organisées à travers les régions anglophones pour proclamer symboliquement l'indépendance du nouvel État d'« Ambazonie ».

L'armée du Cameroun a réagi à ces manifestations à coups d'arrestations arbitraires, de torture, d'homicides illégaux et de destruction d'habitations. Fait marquant, des images satellite et d'autres preuves photos obtenues par Amnesty International montrent la destruction totale du village de Kwakwa, réduit en cendres par les forces de sécurité lors d'une opération menée en décembre 2017 en réponse à l'homicide de deux gendarmes par des séparatistes armés présumés.

Des habitants ont été arrêtés de manière arbitraire et torturés, alors qu'ils étaient détenus dans des centres secrets et illégaux par les forces de sécurité au cours de leurs opérations. Le 13 décembre 2017, au moins 23 personnes, dont des mineurs, ont été appréhendées dans le village de Dadi et détenues au secret pendant trois jours. Elles ont raconté à Amnesty International que durant cette période, les forces de sécurité les ont torturées pour leur extorquer des « aveux » et les contraindre à reconnaître qu'elles soutiennent les séparatistes. D'après les victimes, on leur a bandé les yeux et elles ont été rouées de coups à l'aide d'objets variés – bâtons, cordes, câbles et armes à feu notamment – électrocutées et brûlées avec de l'eau chaude. Certaines ont été rouées de coups jusqu'à perdre connaissance.

En outre, Amnesty International a recueilli des informations sur le fait que des enseignants et des étudiants ont été pris pour cibles par les séparatistes parce qu'ils n'avaient pas participé au boycott des écoles, qui pour beaucoup sont le symbole de la marginalisation de la langue anglaise et de la culture dans les régions anglophones.

Nom : Franklin Mowha
Homme

AU 168/18, AFR 17/9077/2018 13 septembre 2018